

RESPONSE RAPID MECHANISM

RRM - Evaluation multisectorielle rapide

Zone évaluée : Ahambaye et Oubder

Communes : Bourem et Bamba

Cercle : Bourem

Région : Gao

Période d'évaluation : Du 12 au 17 novembre 2018

Cartographie de la zone



Contacts :

Mamadou KEITA, Coordinateur Adjoint SAME

makeita@ml.acfspain.org

Mahamane Koba DIOP, Chef de projet RRM,

mahdiop@ml.acfspain.org

SOMMAIRE

INTRODUCTION	Error! Bookmark not defined.
Objectifs et méthodologie d'évaluation	3
CONTEXTE GENERAL	3
Situation sécuritaire	3
Brève historique de la crise	4
Mouvements de population	4
ANALYSE DES BESOINS	Error! Bookmark not defined.
EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	Error! Bookmark not defined.
NFI / ABRIS	Error! Bookmark not defined.
SECURITE ALIMENTAIRE	Error! Bookmark not defined.
SANTE/.....	Error!
Bookmark not defined.	
AUTRES SECTEURS	Error! Bookmark not defined.
EDUCATION	Error! Bookmark not defined.
PROTECTION :	Error! Bookmark not defined.
COMMUNICATION / TRANSPORT	Error! Bookmark not defined.

INTRODUCTION

Le **cercle de Bourem** est une collectivité territoriale du Mali dans la région de Gao. Il compte 5 communes : Bamba, Bourem, Taboye, Tarkint et Téméra. Les communes concernées sont Bamba et Bourem qui est le chef-lieu de cercle.

Les organisations qui interviennent dans la commune sont Action Contre la Faim, NRC, CRF/CRM, OXFAM, UAVES...etc.

Action contre la faim a reçu une alerte en date du 26 octobre 2018, faisant état de mouvements de populations dans les communes de Taboye et de Téméra suite aux opérations militaires contre des groupes présumés terroristes qui occuperaient depuis un moment cette zone du gourma jusqu'à la frontière avec le Burkina voisin, une mission d'analyse de contexte et d'évaluation multisectorielle des besoins conduite par Action contre la Faim et le service local du développement social et de l'économie solidaire du cercle de Bourem s'est rendue sur les sites du 12 au 17 novembre 2018.

Cette mission a permis de comprendre le contexte du mouvement et la situation dont les populations vivent suite à ces événements.

Objectifs et méthodologie d'évaluation

Cette mission avait pour objectifs de :

- Analyser la situation sécuritaire, les risques de protection et l'accessibilité des populations affectées par la crise ;
- Evaluer les besoins humanitaires prioritaires des populations déplacées et familles d'accueil ;
- Identifier et cibler les populations déplacées affectées ;

Les méthodes et approches suivantes ont été utilisées pour la collecte des données :

- Entretien avec les autorités et leaders locaux des zones évaluées ;
- Cartographie de la zone et Identification des sites de nouveaux déplacés ;
- Focus group pour analyse du contexte humanitaire, de protection et sécuritaire ;
- Enquête ménages auprès des déplacés pour déterminer la vulnérabilité sectorielle des ménages.

CONTEXTE GENERAL

Situation sécuritaire

Depuis la signature des accords d'Alger, la situation sécuritaire n'a pas connu une amélioration satisfaisante avec la multiplication des groupes armés et l'infiltration des groupes présumés terroristes.

En effet, les constats sur le terrain et les discussions avec les leaders communautaires montrent que ces zones sont attirées à des attaques à main armée, braquages des forains sur les axes de transport et intimidation des populations civiles.

L'équipe a constaté que la situation sécuritaire reste volatile malgré la présence de l'armée régulière et des groupes armés d'auto-défense dans le cercle.

La zone serait selon les informations recueillies menacée par la présence des hommes armés non identifiés circulant à moto et en véhicule.

Le cercle de Bourem est très vaste et est divisé en deux rives par le fleuve Niger (le gourma et le haoussa). Il existe une présence des autorités administratives et politiques bien que timide.

Bref historique de la crise

Ce mouvement comme les précédents vers les communes de Taboye et Téméra sont à l'origine des multiples attaques et affrontements datant du 18 juillet jusqu'à la fin du mois d'août dans la zone de Gossi, cercle de Gourma-Rharous, visant plusieurs communautés à savoir les communautés de la fraction Imghad, de la fraction kel Essouk et de la fraction Loukeinatane, précisément à Imbossossotane, Ebang malane, N'Daki dans la commune de Gossi non loin de Hombori et du Burkina Faso et le 23 septembre 2018, l'assassinat du chef de fraction Kel Essouk et ses cinq compagnons dans la commune de N'tillilt à N'karazeina par des groupes présumés terroristes à bord de motos, faisant cas de plusieurs morts et des véhicules brûlés. La même journée du 23 septembre des poursuites avaient été déclenchées par le GATIA pour retrouver les auteurs de l'acte mais sans suite.

Selon les informations, ils reprochèrent à ces communautés de servir d'informateurs aux forces étrangères (notamment Barkhane) en plus du fait qu'elles sont affiliées au GATIA (Groupe d'auto défense Imghad et alliés). La zone a été le théâtre des affrontements entre GOA et les groupes présumés terroristes, ce qui a créé un climat de psychose généralisé au sein des communautés. Ainsi, par peur de représailles, les habitants ont commencé à quitter la zone depuis fin août pour s'installer dans le Gourma du cercle de Bourem comme fut le cas de ceux ayant fait objet d'évaluation sur les sites de Tinassamed et Tinassakok en début du mois d'octobre, Taboye et Téméra en fin octobre, cette fois-ci ; la présente évaluation qui se place dans le même contexte que les précédents, concernent presque les mêmes communautés qui, pour des raisons de sécurité, ces sont installées dans les communes de Bourem et Bamba pour trouver la quiétude.

Il faut noter que la lutte antiterroriste engagée conjointement par la force Barkhane et le GATIA dans les zones de Gossi et N'Tillilt a beaucoup affectée la stabilité des populations dans la zone sud-ouest de Gossi et dans le gourma à N'tillilt. Les communautés de ces zones se sont déplacées pour trouver refuge dans la commune de Bourem sur le site de Ahambaye et celle de Bamba sur le site de Oubder.

Dans la triangulation et l'analyse du contexte, Action contre la faim a reçu le 25 octobre 2018 des mains du président du comité de crise de Bourem, des correspondances des Maires des communes concernées qui confirment les évènements.

Partant de ces informations la situation réel fait état de 02 sites de regroupement dont 01 à Bourem et 01 à Bamba, 497 ménages ont été identifiés par la mission et qui vivent dans des conditions très difficiles sans nourriture, ni soins de santé et sans abris. Les ménages sont sous des tentes improvisées sous la chaleur ardente du jour, le froid et le vent qui s'annoncent.



Site d'accueil dans la commune de Bourem : arrivée de ménage

Mouvements de population

Tableau 1- Désagrégation des personnes affectées

Nbre des femmes de 50 à plus	Nbre des hommes de 50 à plus	Nbre des femmes entre 18 à 49	Nbre des hommes entre 18 à 50	Nbre des filles de 5 à 18	Nbre des garçons de 5 à 18	Nbre des filles de 0 à 5	Nbre des garçons de 0 à 5	Nombre total des personnes
34	164	48	264	528	480	125	62	1705

Tableau 2 - Liste des villages et population estimative

Localité admin.	Villages/Sites	Population avant crise	Population Actuelle estimée <i>m=ménage ; p=personne</i>		Déplacés nouveaux (m)	Personnes déplacées
		Total P	Total m	Population actuelle p 2018		
Bourem	Ahambaye	ND	ND	ND	324	
Bamba	Oubder	ND	ND	ND	173	
TOTAUX					497	

ND : Non déterminé

Commentaires :

Ce tableau a été rendu possible grâce aux concours des autorités administratives locales et administratives.

Pour de raison de cohérence, le calcul sur le nombre de personnes tant déplacées que résidentes a été faite sur base d'une taille moyenne de 6 qui tient compte des différentes communautés des sites évalués. Nous précisons ici que seul le nombre des ménages des déplacés est déterminé car il est issu de l'identification porte à porte des ménages.

Ces mouvements de population sont la conséquence des attaques qui s'opèrent par des présumés groupes terroristes sur des sites de pâturage d'Imbassasso, Ebang malane dans la zone de Gossi à la limite du cercle de Douentza et les exactions contre les populations dans la zone de N'tillilt à N'karazeina. Ces déplacés sont en majorité originaire de la commune de Bourem et des fractions Imghad et Kel Essouk.

Au moment de l'évaluation, aucun mouvement n'était en cours et les déplacés n'envisagent pas un retour dans les jours à venir.



Images de ménages dans des abris de fortune sur des sites d'accueil dans le gourma de Bourem (site de Ahambaye)

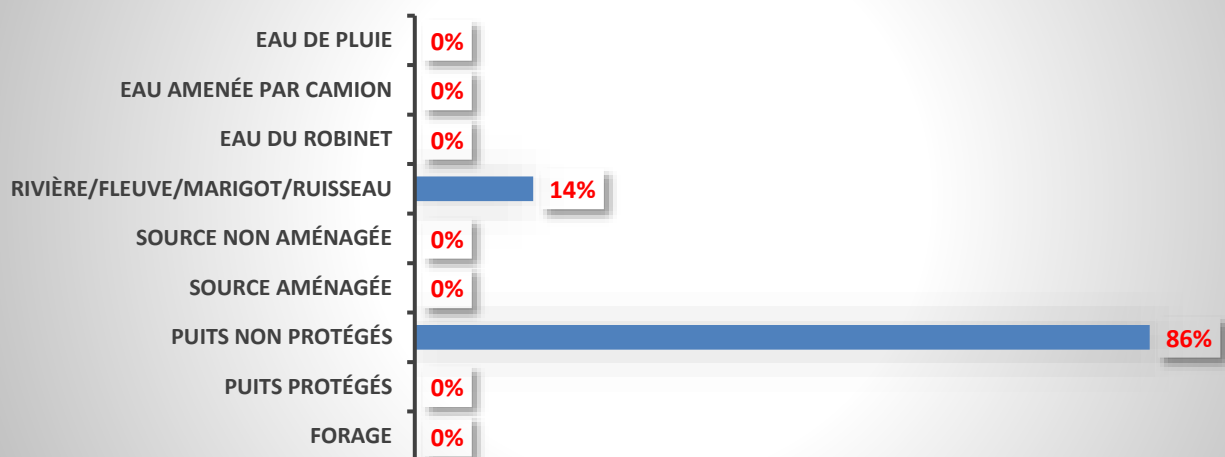
NB : Depuis leur arrivée dans la zone, ces déplacés n'ont bénéficié d'aucune assistance humanitaire. La cohabitation entre les populations affectées et les communautés d'accueil demeure parfaite. Certains des ménages en déplacement sont dans des familles d'accueil.

ANALYSE DES BESOINS

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Suite aux observations et analyse des données, force est de reconnaître que 86% de la population sur les sites d'accueil sont exposées à d'énormes risques liés à l'assainissement et à la consommation d'eau potable car l'eau destinée à la consommation provient directement de puits non protégés et les 14% consomment soit l'eau de marigot ou du fleuve et 100% des défécations sont faites à l'aire libre et plusieurs ménages ont également abandonné tous les matériels d'exhaure de l'eau et d'autre n'en disposent pas ou ne sont pas en bon état.

Source d'approvisionnement en eau



Recommandations :

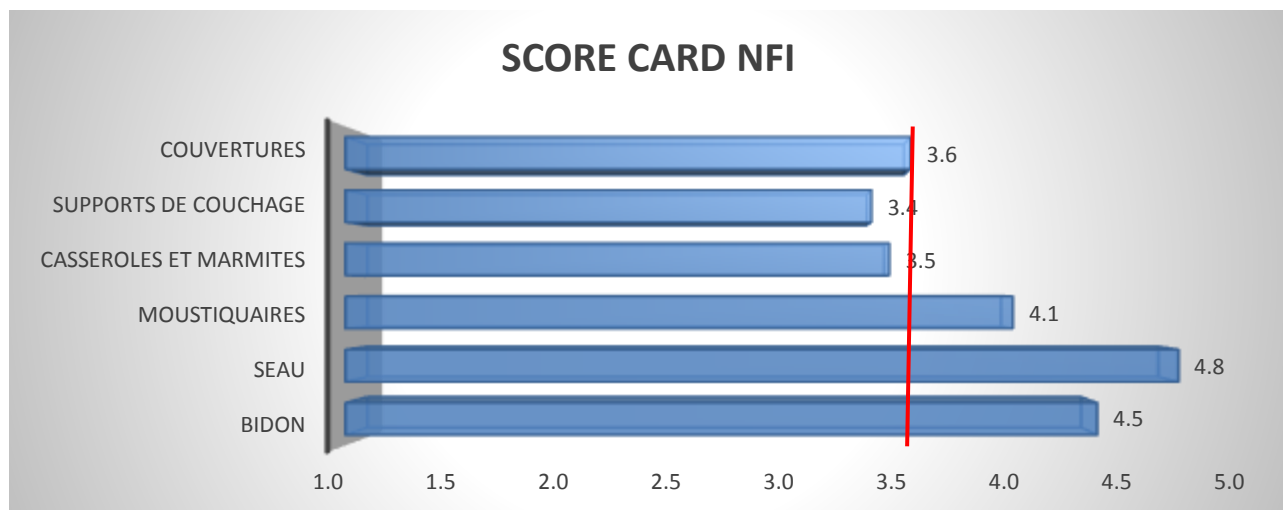
- Distribution des produits de purification de l'eau,
- Organiser des séances de sensibilisation de masse et de groupe.
- Enfin inciter la population aux bonnes pratiques de lavage des mains aux savons

- Construction des latrines d'urgence/Mobile

NFI (ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS) / ABRIS

A la suite des différentes observations et entretiens menés tout le long de notre séjour dans les communes de Bourem et Bamba, il en ressort de nos constats et analyse des données, que 100% des ménages déplacés sont sans abri dans des cabanes ou huttes dans un site et hors site.

Le score card NFI moyen est très alarmant : 4 sur une échelle de 5. L'échantillon de 35 ménages homogènes enquêtés est représentatif et permet d'avoir une vue d'ensemble des besoins des ménages déplacés en terme d'articles ménagers essentiels et d'abris.



Recommandations :

- Distribution des kits NFI
- Distribution de vivres
- Construction des abris d'urgence

SECURITE ALIMENTAIRE

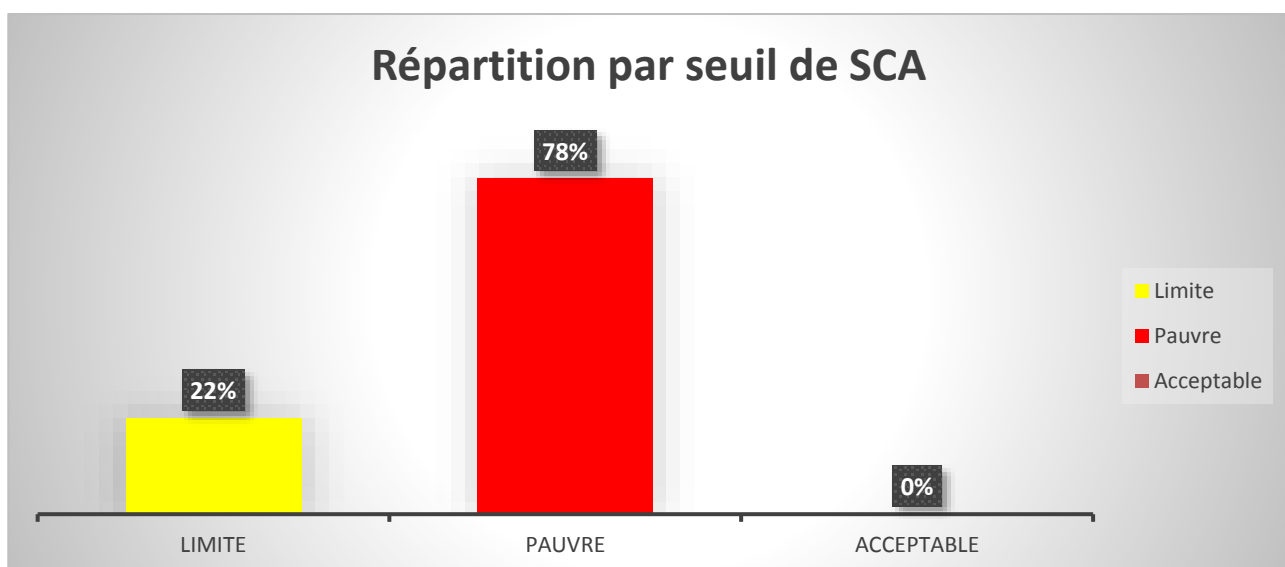
En matière de sécurité alimentaire il ressort des analyses que 78 % de ménages enquêtés ont un score alimentaire pauvre et 22% limité.

Suite aux résultats de l'évaluation, il est urgent d'apporter un appui rapide à la population déplacée, qui vit jusque-là, en hypo tiquant le nécessaire dont certains disposent et surtout grâce et soutien et à l'esprit de solidarité des habitants hôtes avec qui elle partage la nourriture. Il faut dire que si certains déplacés de Ahambaye ont accès au marché de Doro et à celui de N'Tahaka, ceux de Oubder n'ont accès à aucun marché car celui de Bamba est à environs une centaine de Kilomètre du site.

Les évènements qui ont entraîné les multiples mouvements de la population de cette localité ont eu un grand impact sur la sécurité alimentaire dans cette zone.

Les populations ne pouvaient plus rester ou se rendre dans leur zone, pour suivre leurs animaux qui sont leurs principales sources de revenu. A cela s'ajoute la perte des petites activités génératrices de revenus comme le maraichage, le petit commerce. Les ménages déplacés ont pratiquement tout perdu. Ils dépendent exclusivement de la bonne volonté de la communauté hôte. Sur l'ensemble des sites visités, l'alimentation principale est le mil et le riz non accompagné qui sont consommés grâce à l'esprit de solidarité et d'entraide entre les ménages et les voisins des villages proches. Les mauvaises conditions de vie des ménages dû aux mauvaises récoltes et aux manques de pâturages couplé à l'absence des services sociaux de base ont fortement aggravé la vulnérabilité des couches défavorisées notamment les enfants de moins de 5 ans ; les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les personnes âgées.

En définitive l'évaluation signale une situation alarmante si rien n'est fait et les populations hôtes sont à bout de ces capacités et sont impactés par cette situation.



Recommandations :

- Procéder à une distribution des vivres pour ces ménages identifiés,

NB : Couplé la distribution des vivres à la distribution des kits NFI pour mesure de précaution, en évitant la vente des articles NFI.

AUTRES SECTEURS

SANTE

La commune de Bourem dispose de quatre (04) Centres de santé communautaire (Chabaria, Hawa, Baria, Karabassane un (01) centre avancé à Kororon et le Centre de santé de référence au chef-lieu de cercle. Aucun de ces structures sanitaires n'est proche de Ahambaye par contre Oubder est situé dans l'aire de santé de Imilache dans la commune de Bamba qui compte cinq centres de santé communautaires et relève du district sanitaire de Bourem.

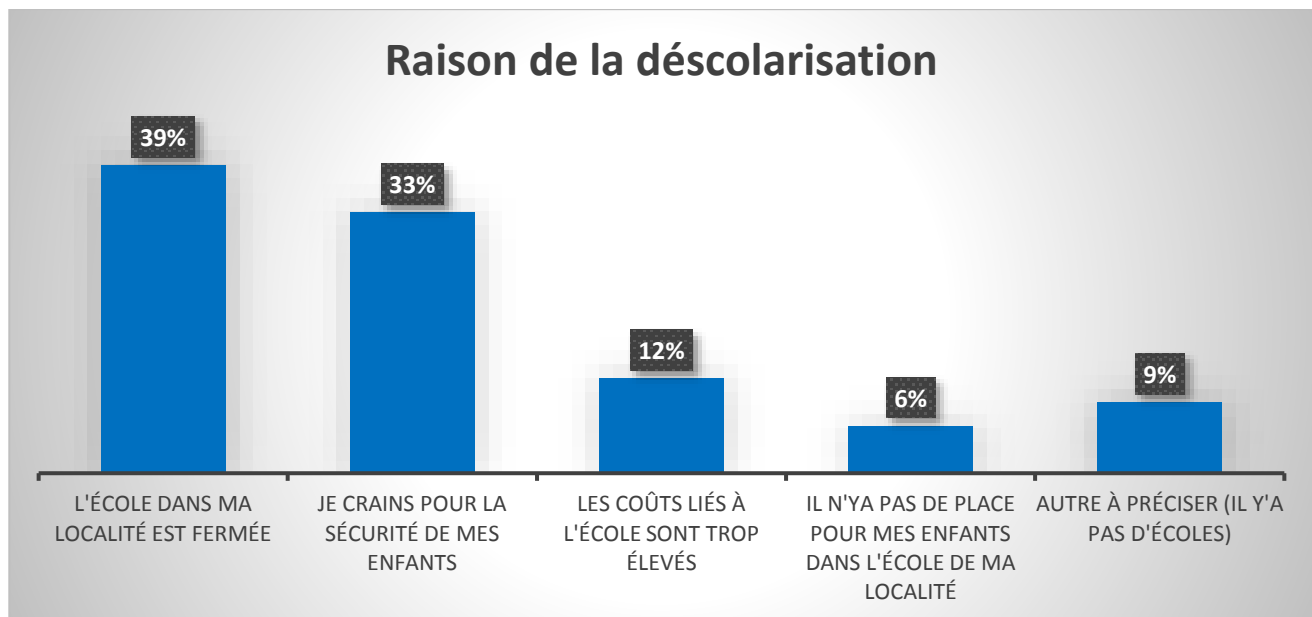
De manière générale, il existe un grand problème de santé avec la fréquence des maladies comme le paludisme, Diarrhée, IRA... etc.

RECOMMANDATIONS :

- Organiser des campagnes de vaccination sur les sites des déplacés notamment celui de Ahambaye qui bien que longtemps habité par des communautés de Bourem, se trouve sur le territoire de N'Tililt ;
- Renforcer les capacités opérationnelles du CSCOM de Imilache pour palier à la demande de service.

EDUCATION

Partant de nos analyses des données, il ressort que 39% des écoles sont fermées, 39% des ménages enquêtés craignent d'envoyer leurs enfants à l'école, 12%, pensent que les coûts liés à l'école sont chers, 6% par manque de place dans l'école de la localité et les 9% parce qu'il n'y pas d'école dans la localité soit un taux de déscolarisation de 92% des enfants qui ont l'âge d'être scolarisés.



PROTECTION

Il ressort de nos évaluations quelques aspects de protection, sur le plan de la sécurisation de la zone, il y a une présence momentanée de l'armée malienne qui a un poste à Bamba ville et un autre à Bourem ville, mais surtout des groupes d'auto-défense, GATIA et CMFPR2 (coordination de mouvement de forces patriotiques et de résistance).

Il faut noter quelque cas de braquage à main armée dans la zone de destination, pas d'attaque ni d'affrontements depuis toute cette année.

Néanmoins, pour une éventuelle assistance, il ressort que pour toutes les actions à entreprendre, les autorités communales, chefs de villages et personnes ressources doivent être impliquées en amont et

en aval pour assurer non seulement la sécurité des communautés mais aussi les partenaires et des ressources.

COMMUNICATION / TRANSPORT

Dans les communes de Bourem et Bamba, le principal moyen de communication est le réseau téléphonique (Orange et Malitel) et une grande partie des étendues de ces communes sont couvertes. Pour les moyens de transport, il faut noter entre autres : les Pinasses ou pirogues, les motos, les chameaux, les ânes et les véhicules.

Une communication permanente avec les chefs de sites et villages, permet de suivre les conditions de vie de ces déplacés tout au long de leur séjour.

Les sites d'accueils sont accessibles à tout moment pour une assistance avec l'implication des leaders communautaires.